

FO refuse que les salariés paient la facture

La crise actuelle n'est pas seulement une crise financière, c'est une crise du système capitaliste.

Pour FO, il est donc indispensable non seulement de «gérer» la crise, mais de s'attaquer à la racine du problème, tant au niveau national qu'europpéen et international.

L'origine c'est une répartition toujours plus inégalitaire des richesses produites, en France comme ailleurs.

Ces richesses vont de plus en plus aux actionnaires au détriment des salariés et de l'investissement. Par exemple, quand ils exigent 15 à 20% de rendement sur les sommes placées, c'est tout simplement inacceptable et intolérable et cela ne peut se faire qu'en faisant une pression à la baisse sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

En France, sur une année, ce sont ainsi près de 80 milliards d'euros qui sont détournés.

Sur le plan national, les pouvoirs publics et le patronat ne modifieront pas d'eux-mêmes cette situa-

tion. Ils espèrent «passer la crise» sans rien changer sur le fond. Les banques et les entreprises sont largement soutenues financièrement sans pour autant qu'elles soient contraintes à des contreparties pour les salaires et l'emploi. Mais qui se préoccupe des salariés? Les seules améliorations qui les concernent se cantonnent aux minima sociaux et à ceux qui sont confrontés à des licenciements. Pire, les pouvoirs publics passent en force sur le travail du dimanche ou la retraite à 70 ans avec la bienveillance du patronat.

Quant aux fonctionnaires et agents du service public, la crise a bon dos pour permettre au gouvernement d'accélérer ses «réformes» et liquider une partie de l'accès au service public, accroissant ainsi les inégalités sociales.

Face à un gouvernement qui ne comprend que le rapport de forces, c'est aux salariés du privé comme du public de se faire entendre et respecter pour contraindre pouvoirs publics, gouvernement, patronat et employeurs à changer de comportement et de position.

Avec Force Ouvrière exigeons:

- des augmentations de salaire dans le privé comme dans le public et une augmentation des retraites, pensions, allocations et minima sociaux;
- la mise en place d'une vraie prime transport obligatoire, y compris pour les salariés utilisant leur véhicule;
- conditionner immédiatement, avant révision d'ensemble, toutes les exonérations de cotisations patronales (32 milliards d'euros par an) à l'existence d'accords de salaire;
- conditionner toutes les aides publiques aux entreprises
- prises à des engagements en terme d'emploi et de non-délocalisation et exiger la mise en place de sanctions en cas de non-respect des engagements;
- remettre en place des mesures de préretraite au moins pendant la crise;
- un contrôle des pouvoirs publics sur les licenciements;
- donner aux jeunes une vraie perspective avec un vrai travail, un vrai contrat, un vrai salaire;
- rétablir la libre désignation des délégués syndicaux et la liberté de négociation;
- l'abrogation de la loi TEPA, qui a favorisé les plus riches et privé l'État des recettes correspondantes;
- une vraie stratégie industrielle avec la création d'une banque nationale de l'industrie pouvant conduire l'État à entrer dans le capital des entreprises;
- garantir le service public républicain – ce qui nécessite un abandon de la RGPP – et une vraie protection sociale collective, qui jouent un rôle essentiel en matière de solidarité, d'égalité de droit et d'amortisseur social.

**TOUS ENSEMBLE
JEUDI 29 JANVIER 2009**



**Grève
interprofessionnelle
et manifestations**



Bastille / République / St Augustin

A partir de 14 heures

<http://www.force-ouvriere.fr>